Ouvriers et petits exploitants agricoles

Stanislawa Feldfebel née Guzinska, ouvrière agricole. Tonnerre (Yonne)

Grand-mère de Frédéric Danielczak (Pas-de-Calais)

Anonyme, ouvrière agricole (Ardennes). Col. Sylvie Aprile, Maryla Laurent, Janine Ponty, „Polonaises aux champs"

Zofia Tarnawska, première à gauche, employée au ramassage des pierres dans les champs, alors qu'elle est enceinte. Passy-en-Valois (Aisne)

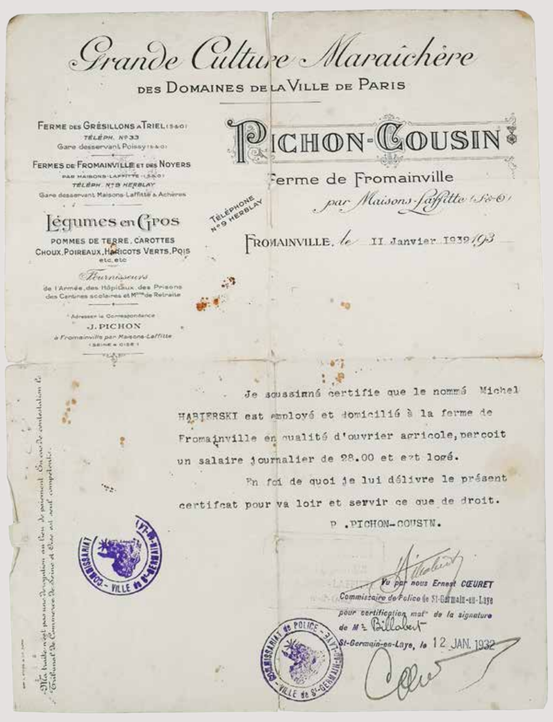
Julie Duval née Lachowicz (1875-1957). Inspectrice du travail en Indre-et-Loire de 1930 à 1935. Ses archives conservées en Indre-et-Loire constituent une précieuse source de savoir sur la détresse morale dont souffraient les ouvrières agricoles polonaises isolées. Col. „Polonaises aux champs"

Pawel Tarnawski, charretier, avec ses camarades de travail polonais (Aisne)

Jadwiga Zamoyska (1860-1937). Activiste sociale et pédagogue. Pour secourir leurs compatriotes dans la détresse, la comtesse Zamoyska et sa fille Maria ont créé une œuvre de protection sociale nommée „Opieka Polska" (Protection Polonaise). Col. BK/PAN

Anastazia Beddelem née Kosiakiewicz, Steenvoorde (Nord)

Kazimierz Aleksy, et son contrat d'embauche Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)



Attestation d'emploi de Michel Chabierski à la ferme de Fromainville, Maisons-Laffitte (Yvelines)

„L'agriculteur polonais en France", 01.04.1936 n° 1., revue professionnelle subventionnée par l'État polonais, informant notamment des possibilités de location de fermes en France. La revue paraîtra régulièrement jusqu'à la guerre.

Renouvellement de carte d'identité de Marja Hawrylec, ouvrière agricole, Weyrac (Haute-Vienne). Col. Sylvie Aprile, Maryla Laurent, Janine Ponty, „Polonaises aux champs"

Stefania Szydlowska, Steenvoorde (Nord)

Helena Chabierska et ses camarades de travail polonaises cueillant des haricots verts à la ferme de Fromainville (Yvelines)

Les besoins de la France rurale après la guerre

Les campagnes françaises, elles aussi, avaient été durement frappées par la Première Guerre mondiale. Les décès et les invalidités avaient diminué leur main-d'œuvre de près de 20 % en 1918. Les travailleurs agricoles jusque-là fournis par les pays voisins venant en nombre insuffisant pour compenser ces pertes, dès 1920, la France fait appel à la main-d'œuvre polonaise. Cette demande restera constante jusqu'en 1939 et aura pour effet, qu'après 1931, le nombre de nouveaux arrivants équilibrera le nombre de départs dus aux expulsions de mineurs.

Les ouvriers agricoles, dont l'effectif atteint 30 % du total des immigrés polonais en France, sont recrutés selon les mêmes procédures de sélection que les mineurs. Ils sont employés surtout dans les départements où se trouvent les grandes exploitations, mais aussi dans tout le pays, ce qui donnera lieu à une présence polonaise diffuse dans toute la France rurale.

Les difficultés d'adaptation des ouvriers agricoles

Les ouvriers agricoles sont recrutés pour une année renouvelable. Leur contrat précise le montant du salaire et les conditions d'hébergement, avant déduction des frais de nourriture et de caution mensuelle pour rembourser l'employeur du paiement du transport depuis la Pologne, au cas où le contrat serait rompu prématurément.

Ces conditions financières ne sont pas toujours comprises de personnes qui ne maîtrisent pas la langue française. Leur déception face au maigre montant du salaire effectif s'ajoutera donc à leurs difficultés d'adaptation au mode de vie dans les campagnes françaises, mais aussi à leur révolte contre la quantité de travail exigée par les employeurs et à leur très grand isolement, faute de contacts avec des compatriotes travaillant à proximité. Les nouveaux venus s'avèreront donc rapidement être une main-d'œuvre très mobile. Ils quittent souvent leur employeur avant la fin de leur contrat, ou en changent fréquemment jusqu'au moment où ils trouvent une solution plus satisfaisante pour eux, le plus souvent dans l'industrie.

Les remèdes négociés par la Pologne

Le recrutement des ouvriers agricoles devient vite une source de discorde entre les représentants des employeurs français et les instances polonaises qui demandent une meilleure protection sociale de leurs ressortissants.

À partir de 1928, après le retour au pouvoir du Maréchal Pilsudski, les négociations entre la France et la Pologne s'accélèrent. La partie polonaise y montre un souci plus particulier de protéger les femmes. Elle obtient que leur nombre soit inférieur de moitié à celui des hommes employés dans l'agriculture, pour leur éviter d'avoir à effectuer des travaux trop pénibles. Elle préconise de les employer de préférence par groupe de deux dans une même exploitation ou une même commune pour les protéger de l'isolement. Enfin, elle obtient une promesse de création de Comités spéciaux de patronage chargés de la protection sociale des Polonaises employées dans le secteur agricole.

Cette promesse ne se concrétisera pas, si ce n'est de façon éphémère et peu efficace. Mais elle permettra à „l'Opieka Polska", une association d'aide aux Polonais en France fondée avant 1914 par la Comtesse Zamoyska, d'œuvrer plus activement à la protection des travailleurs agricoles polonais, plus particulièrement dans le département de la Somme.

Projets d'installation d'exploitants agricoles polonais

En 1927, la Société Générale d'Immigration (SGI) lance un projet de colonisation agraire, dans le but d'installer des paysans polonais dans des fermes en France ou dans ses colonies. Mais le projet échoue très vite. Parallèlement, l'Office Central de la Main-d'Œuvre Agricole cherche à installer dans des fermes des familles de mineurs polonais d'origine rurale, en leur proposant diverses formules : achat ou location de fermes et métayage.

À partir de 1931, après les premiers licenciements de mineurs, les Consulats polonais en France s'intéressent plus particulièrement à cette possibilité, par souci d'éviter les retours dans une Pologne déjà surpeuplée. Ils multiplient les discussions avec les banques, afin d'élaborer des formules de prêt(s) facilitant l'installation de familles polonaises dans des exploitations agricoles.

Le Sud-ouest étant alors la région de France où ces possibilités sont les plus nombreuses, une association d'aide et de conseil dénommée „Union des agriculteurs polonais en France" voit le jour à Toulouse. En avril 1934, celle-ci crée une revue mensuelle, „L'agriculteur polonais en France", destinée aux ouvriers agricoles ou aux agriculteurs déjà installés. Mais le nombre de familles polonaises qui s'installeront dans des exploitations sera limité à cause de leurs difficultés à réunir le capital initial nécessaire.